

Paris, le 7 juin 2015

NOTE

A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

----

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

**OBJET : Questions d'actualité – 7 juin 2015**

**1. Actualité politique mémorisée**

*Cette semaine, l'actualité restituée par les Français est plutôt grave (chômage d'une part, menaces migratoires et terroristes de l'autre) ou faite de scandales politico-financiers (FIFA, affaires Sarkozy) ; qui tranche avec une vie politique donnant le sentiment d'être refermée sur elle-même (congrès, débats sur la préparation de 2017). Dans l'activité gouvernementale, la réforme du collège crise toujours (son extinction est progressive mais lente).*

En détail :

- **la hausse du chômage** (« hausse continue ») est commentée, peut-être un peu moins que ce que l'on pouvait attendre, comme une **fatalité « désespérante »** (« pas d'embellie à l'horizon » et « on ne trouve pas de solution »). Très peu restituent l'annonce des 100 000 contrats aidés.
- l'impuissance de l'Europe face aux **flux migratoires et les menaces « à nos portes »** constituent toujours un fond de décor (« on voit tous ces cargos arriver et l'Europe ne s'y oppose pas » ; « Sarkozy s'est opposé aux quotas d'immigrés, c'est vrai que ça ne devrait pas exister » ; « je retiens l'impuissance de l'Europe au Moyen Orient »). L'actualité de Daesh continue par ailleurs à marquer les esprits. Le télescopage des deux donne lieu à des confusions (« ce sont des musulmans qui envahissent l'Europe car on a ouvert les frontières »).

Face à ces actualités, les Français notent :

- **le scandale de la FIFA, spontanément vu comme très imbriqué à la corruption du milieu politique** (« tout le monde savait qu'il y avait des pots de vin pour l'attribution des coupes du monde mais le milieu politique était complice », « le silence assourdissant de la classe politique », « tout cela est politique, ce sont les puissants qui s'en mettent plein les poches », « les magouilles, toujours de l'argent sale à droite ou à gauche ») et aux relations avec le Qatar (« si on dit non au Qatar, il n'achètera plus nos avions »). Cela renforce l'idée qu'il y a une élite « déconnectée des réalités », qui fait de « petits arrangements entre amis » en se fichant pas mal « du portefeuille des Français ».
- **le congrès de l'UMP, commenté sans aucune trace d'enthousiasme ou de renouveau**. On en retient « une salle vide », les sifflets pour Juppé (que l'on regrette : « il y a une ligne de fracture au sein de la droite »), le changement de nom (« ils s'approprient un nom alors qu'on est tous républicains, on vit en république », « je ne vois pas l'intérêt de changer de nom », « ils font ça pour faire oublier leurs casseroles »).

L'attitude de Nicolas Sarkozy est déplorée (« *Sarkozy fait du cinéma* », « *il insulte le gouvernement* », « *les guignolades de Sarkozy, c'est un des plus gros comiques du moment* », « *il se prend pour qui celui-là ? Il soutient les riches en plus, il dit qu'ils ont raison de partir pour ne pas payer d'impôts* »). Plus en mineur, les Français retiennent la convention UMP sur l'Islam, qu'ils réprouvent car « *il y a des choses plus importantes dans ce pays* ». Les musulmans qui s'expriment se sentent ciblés injustement : « *C'est ma religion, je suis déçu qu'on en fasse un sujet politique* ».

- **le congrès du PS est très peu cité** (mais les personnes ont été interrogées alors qu'il venait de s'ouvrir). On s'interroge surtout sur son coût et les moyens mobilisés (attention au retour de bâton de l'aller-retour Poitiers-Berlin du PM), alors que « *tout est décidé d'avance* », et on anticipe un congrès « *qui ne sert à rien* », avec « *des enjeux d'influence* ». « *Purement un spectacle* ».

Ils notent également :

- **la réforme du collège, qui fait encore parler (surtout ses opposants), toujours sur les mêmes thèmes** : une réforme « *idéologique* », qui a donné lieu « *à un débat stérile entre gauche et opposition* ». Les clichés persistent sur le fait de « *tirer les enfants vers le bas* », sur les langues, l'histoire (« *on détruit notre histoire* ») le grec et le latin. Et, en mineur, sur le rythme et l'ampleur des réformes de l'école (« *Je ne sais pas si autant de changements d'un coup c'est bien bon* »).
- **le retour de la pastille verte est un peu noté, en particulier par ceux qui la redoutent** (« *encore un moyen de soutirer de l'argent au contribuable* », « *nous on habite à la campagne, il ne faut pas de restrictions* »). En quanti, elle reçoit une approbation mesurée à gauche (54%), alors qu'elle est plutôt repoussée par l'ensemble de la population (53% de jugements défavorables).
- **la panthéonisation est déjà presque oubliée** : alors que sur le coup, les Français l'avaient très bien accueillie, la mémorisation a vite chuté (ce qui ne veut pas dire qu'il ne sera pas « réactivable » le moment venu).

Quelques occurrences en revanche de la photo de « *Ségolène Royal sur le perron de l'Elysée avec François Hollande* », plutôt sévèrement jugée.

A noter également depuis plusieurs semaines, aux côtés du sentiment d'un Président en campagne (« *on a l'impression qu'il est déjà en campagne alors que le chômage monte* », « *il se prépare pour les élections il ferait mieux de penser aux Français* »), des critiques en mineur sur un Président « *toujours en voyage* » sur « *notre budget* » pendant « *qu'on paie nos impôts* ». Dans les deux cas, il « *ne s'occupe pas de nous* ».

- **On note que depuis des semaines, une multitude d'évènements venant re-consolider le sentiment d'une partition entre « nous » (le peuple) et « eux » (les élites).** Financiers, hauts-fonctionnaires, journalistes, responsables politiques... **le rejet qui s'était amoindri depuis le début de l'année revient au fil de l'actualité.**

*De l'affaire Saal aux rebondissements de l'affaire Thévenoud, du scandale de la FIFA aux poursuites engagées contre Nicolas Sarkozy, le ressentiment s'accroît sans que nous ne parvenions à donner le sentiment de nous attaquer aux privilèges indus, d'établir des règles du jeu claires pour tous (malgré les nombreuses mesures prises sur l'exemplarité depuis 2012).*

*Toutes ces actualités ont une dimension symbolique forte qui mérite que l'on y prête attention. Nous ne parviendrons pas à capitaliser sur nos réformes si le sentiment majoritaire est que « nos » intérêts priment sur les « leurs », que nous nous sommes protégés tout au long de la*

*crise alors que eux ont souffert (ce n'est pas un hasard si les réformes les plus entendues sont celles qui bousculent les intérêts constitués, ou si les figures les plus appréciées sont celles « d'outsiders »).*

*Il faudra trouver le moyen de **renouer avec l'exemplarité, la reconnaissance de « ce qui vient d'en bas », l'incarnation de nouvelles pratiques et le renouvellement « systémique » des élites bien au-delà de cas particuliers** (la façon dont sera reçue la refonte de Polytechnique, même si ce n'est pas de loin l'institution qui provoque le plus de rejet, sera intéressante à suivre), afin de montrer que nous défendons bien les intérêts de tous.*

- ***Dans l'immédiat, attention aux associations d'image avec celle du Football international, tant les perceptions sont négatives et le soupçon d'une complicité politique fort. Peut-on à minima montrer en parallèle des gestes de soutien au football amateur, ou envers les « petits clubs », qui incarnent bien mieux pour les Français l'esprit du sport ?***

## **2. Dans ce contexte, l'attente des Français, et de la gauche, est toujours aux réformes**

Le sentiment d'urgence économique qui motivait le désir de réforme s'est un peu émoussé. Pour autant, **une majorité relative de français (42%, -10 par rapport à février 2015)** souhaite toujours « accélérer » le rythme des réformes, alors que 25% pensent que le rythme est le bon, et 32% souhaitent « ralentir » les réformes (+11).

A noter que **la demande d'accélération s'atténue surtout à droite** : 37% des sympathisants de droite souhaitent les ralentir, comme si les dernières (collège, santé) leur convenaient moins que le pacte de responsabilité, la loi Macron ou la réduction des dépenses publiques.

**La gauche pour sa part reste réformiste** : 39% souhaitent accélérer les réformes contre 28% les ralentir (même au Front de gauche, seuls 31% souhaitent les ralentir contre 41% les accélérer).

Les priorités sont :

- **continuer à aider les entreprises, sans naïveté mais sans « coup de barre à gauche »**

Lorsqu'on les oblige à choisir entre la relance de l'économie et la lutte contre les inégalités et les injustices, les Français sont clairs: **67% attendent que le gouvernement se concentre en priorité sur « la relance de la croissance et de l'emploi », contre 37% qui pensent qu'il faut « travailler d'abord à la réduction des inégalités et des injustices »** (65/35 au PS, 55/45 dans l'ensemble de la gauche)

Ils sont **plus partagés sur les priorités concernant les entreprises** : 51% pensent que la priorité est « d'aider les entreprises pour qu'elles investissent et créent de l'emploi », contre 49% qui pensent qu'il faut en priorité « sanctionner les entreprises qui fraudent ou qui ne respectent pas les droits des salariés ou des consommateurs » (62% à gauche)

Mais cela **ne veut pas dire qu'ils vont jusqu'à remettre en cause le Pacte de responsabilité** et les orientations prises depuis deux ans : seuls 18% (dont 29% à gauche) pensent que les orientations du pacte sont « trop en faveur des entreprises », 39% qu'elles vont « dans le bon sens car il faut aider les entreprises », et **40% pensent qu'elles ne vont « toujours pas assez loin en faveur des entreprises »** (dont 28% à gauche). Ce sont des proportions stables depuis juin 2014 : l'absence

d'embauches significatives n'a pas conduit l'opinion à se retourner et à demander d'être plus sévères avec les entreprises.

On note d'ailleurs à gauche qu'une majorité relative juge que ces orientations sont les bonnes (41%), le reste se partageant en parts égales entre ceux qui pensent que ces orientations ne vont pas assez loin et ceux qui pensent qu'elles vont trop loin (28% et 29%). Preuve que nous sommes sans doute, en termes d'opinion, sur un équilibre acceptable.

Cela ne les empêche pas de réclamer en parallèle que les plus grandes entreprises soient davantage rappelées à leurs responsabilités, ou que nous luttons plus fermement contre les fraudes et les abus (TVA, travailleurs détachés, cotisations sociales etc). Ce qui est différent de « retirer des aides » aux entreprises, et surtout aux « petits patrons » et aux TPE envers lesquels notre action est encore trop peu visible, malgré leur potentiel de sympathie très important dans l'opinion.

- **les Français restent ouverts aux réformes du marché du travail** (sondage CSA)

- 64% (58% à gauche) sont favorables à « la possibilité de renouveler un CDD 2 ou 3 fois au lieu d'une seule fois actuellement ».
- 64% (62% à gauche) sont pour « allonger la durée de CDD de 18 à 24 mois ».
- 57% (62% à gauche) sont en faveur du « plafonnement des indemnités de licenciement ».
- 49% (42% à gauche) se prononcent pour « l'allongement de la période d'essai pour les salariés en début de CDI ».
- 45% (38% à gauche) sont favorables à « la création d'un CDI avec facilitation de licenciement ».

- **les obstacles à la réforme**

Nous n'avons aucune excuse aux yeux des Français, qu'ils soient de gauche ou de droite : **56% jugent que les principaux obstacles aux réformes sont « les responsables politiques qui manquent de courage pour réformer »** (soit une proportion stable depuis le début de l'année), bien devant « les syndicats qui défendent les intérêts particuliers plutôt que l'intérêt général » (18%, stable depuis février), ou « les Français qui refusent le changement et ne veulent pas perdre leurs avantages » (25%, +2).

➤ ***Les réformes sont bien, avant tout, notre responsabilité, et la clé de voute de notre « utilité » aux yeux des Français.***

***Il n'y a pas d'opposition binaire entre « réformes efficaces » et « recherche de justice sociale » : les Français désirent les deux, et l'objectif de la gauche est de montrer qu'il est possible de les concilier. Mais s'ils ont à choisir, ils mettent (encore) l'efficacité avant la justice, car ils ne pensent pas encore que nous soyons sortis d'affaire. Nous sommes donc toujours confrontés à l'enjeu de préserver l'équilibre fragile entre réformes économiques « audacieuses » et mesures de justice sociale, sachant que ces dernières sont spontanément décryptées comme relevant d'une volonté politicienne de donner des gages aux appareils partisans en vue de 2017.***